

Extrait du *Démocratie & Socialisme*

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Des inflexions nécessaires et urgentes

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 10 avril 2015

Démocratie & Socialisme

Renouveau de la mobilisation sociale, naissance d'une motion commune portée par les socialistes opposés à l'orientation de Manuel Valls en vue du congrès de Poitiers ... le temps des inflexions et de la redistribution est venue, il faut dire stop aux cadeaux fiscaux aux entreprises et renouer avec les attentes sociales et citoyennes.

300 000 manifestants le 9 avril

À l'appel des organisations syndicales CGT, FO, Solidaires, et FSU des dizaines de milliers de salariés du privé et du public ont fait grève et manifesté « *contre le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, la loi Macron* ». **Le mouvement social reprend des couleurs.** C'est indéniable au vu de la participation aux manifestations. « *Combattre et réduire le chômage, permettre la création d'emplois en changeant de politique économique* » mentionne la déclaration commune intersyndicale. C'est bien le sens dans lequel il convient d'aller.

Les changements nécessaires, les inflexions que nous appelons de nos vœux nécessitent un rapport de forces. Il doit s'exprimer sur le terrain social au moment où des coupes sombres dans le secteur public ou des plans de licenciements sont annoncés dans le secteur privé. **Ce rapport de forces est indispensable** pour peser contre des exigences patronales démesurées dont l'objectif réel est de casser toute protection pour les salariés.

La mobilisation doit également être citoyenne pour peser dans le débat public. On le voit avec les mesures annoncées par Valls qui n'entend que de l'oreille droite.

Les mesures pour « *relancer l'investissement* » annoncées par Manuel Valls relèvent du gadget mais du gadget coûteux

La mesure essentielle consiste à permettre aux entreprises de déduire de leurs impôts une part supplémentaire de leurs investissements en leur permettant de majorer de 40 % le montant de leurs amortissements. Cette mesure est typiquement un « effet d'aubaine » : les entreprises qui auraient de toute façon été obligées de remplacer leurs équipements usés procéderont à ce remplacement mais percevront, au passage, une réduction inespérée de leurs impôts. Les autres entreprises continueront à attendre d'être sûres que leur production trouve un débouché pour investir.

Ce débouché, seule l'augmentation du pouvoir d'achat et de l'investissement public, pourrait le faire émerger. Pourtant, il n'est pas question, dans les mesures de Manuel Valls, d'augmenter le Smic ou d'arrêter le gel de la valeur du point dans la Fonction publique. Quant à l'investissement public il sera de nouveau matraqué. L'aide à la trésorerie des collectivités publiques, annoncée par Manuel Valls, est dérisoire à côté du coût de la réduction d'impôt accordée aux entreprises : 2,5 milliards d'euros par an ! Ces 2,5 milliards viendront en supplément du pacte de responsabilité et donc seront financés par une réduction supplémentaire des dépenses publiques qui réduira d'autant les capacités d'investissement des collectivités publiques.

La toute petite main gauche de Valls continue d'ignorer ce que fait sa très grande main droite.

Ouvrir une perspective de reconquête à gauche

Le congrès du PS va être l'occasion de reprendre tous ces débats. La politique du gouvernement tourne le dos aux engagements de 2012, elle est incapable d'enrayer la progression du chômage et la montée des inégalités.

En ne répondant pas aux attentes des salariés, l'entêtement de Manuel Valls désoriente notre électorat ce qui explique les échecs électoraux successifs. On ne peut plus discourir sur le coût du travail ou sur l'assouplissement des licenciements lorsque des plans massifs de suppression d'emplois sont annoncés.

Il faut à la fois des inflexions immédiates qui répondent aux attentes sociales sur les salaires, le pouvoir d'achat, les pensions, l'emploi... **mais il faut également remettre sur la table la réforme fiscale, une réelle réforme bancaire, la transition énergétique** - qui peut créer des milliers d'emplois dans le BTP par exemple...

Cela ne fait pas un programme pour les 20 ans qui viennent mais cela permet de regagner la confiance des électeurs et de fixer un cap pour la seconde partie du quinquennat.

C'est ce à quoi veut répondre **la motion commune issue du collectif *Vive La Gauche*** et qui permet la convergence d'ores et déjà de nombreuses contributions. **Démocratie&Socialisme milite depuis plusieurs mois en faveur d'un tel rapprochement car le congrès est historique, la survie du PS et de la gauche sont en jeu.** Que des responsables socialistes tels Pouria Amirshahi, Guillaume Balas, Laurent Baumel, Pascal Cherki, Aurelie Filipetti, Gérard Filoche, Daniel Goldberg, Jérôme Guedj, Benoît Hamon, François Kalfon, Marie-Noëlle Lienemann, Frédéric Lutaud, Emmanuel Maurel, Christian Paul, Paul Quilès, et d'autres comme Gaétan Gorce, Gwenegan Buy... travaillent ensemble à l'écriture d'une motion commune est une très bonne nouvelle. **C'est un point extrêmement positif pour engager la bataille du congrès de Poitiers contre l'orientation de Manuel Valls et Emmanuel Macron. Stopper les dérives social-libérales, c'est possible. Cap à gauche !**

Il faut également rassembler la gauche et engager des discussions pour une majorité rose, rouge, verte tant au niveau national que pour les élections régionales qui doivent et peuvent être gagnées et marquer ainsi la possibilité de faire face contre le bloc de droite réactionnaire et de faire reculer les ambitions de l'extrême droite.